

PERE VILANOVA

L'armée et la transition

Chacun s'accorde à dire aujourd'hui que si la transition de la dictature à la démocratie a été possible en Espagne, c'est en fonction de l'attitude prise par l'armée. Et si l'on tient compte du fait que la transition s'est opérée de façon très particulière, différente de toutes les prévisions de la classe politique — il suffit pour s'en rendre compte de se reporter aux déclarations et documents des années 1970 à 1975 — la difficulté d'analyser et de prévoir le comportement politique de l'armée n'en était que plus grande ; d'une armée qui, de plus, avait tout pour être crainte.

L'armée dans l'histoire

Il faut, pour comprendre l'armée espagnole et son attitude vis-à-vis de l'Etat et des institutions, tenir compte, parmi d'autres facteurs, de sa trajectoire historique récente. Car l'armée espagnole, au cours des XIX^e et XX^e siècles, s'est beaucoup occupée de politique et très peu de guerre « classique » (entendant par là une guerre contre un ennemi extérieur menaçant ou ayant envahi le territoire national). Elle s'est beaucoup occupée de politique précisément dans la période décisive de formation de l'Etat espagnol contemporain. Un bref rappel historique, même schématique, doit en être fait.

La guerre d'Indépendance contre les Français provoque, dès 1808, la rupture, et l'effondrement de l'armée de la monarchie, sur la base de la crise qui secoue tout le pays, détruit le faible Etat de Ferdinand VII et toutes les institutions. C'est sur le fondement de la guerre populaire contre les envahisseurs que se forme une nouvelle armée, encadrée par d'anciens officiers qui ont choisi de poursuivre la lutte et par de nouveaux cadres *guerrilleros* non issus de la noblesse

mais de la bourgeoisie ou de la paysannerie. La guerre d'Indépendance entraîne, de ce fait, une certaine démocratisation de l'armée, qui se fera désormais sentir dans son évolution ultérieure.

Commence alors une période, qui va des *Cortès de Cadiz* (1812) à la *Restauración* (1875), marquée, du point de vue de la construction de l'Etat, par un très haut degré d'irruption des militaires dans la vie politique. Dans la période indiquée, on dénombre en moyenne un *pronunciamento* (coup d'Etat de courte durée) tous les vingt mois. Il faut avoir un premier élément présent à l'esprit : l'Espagne de cette époque ne connaît pas un véritable système de représentation des forces sociales, ni un véritable système de partis politiques. Les luttes entre libéraux et absolutistes d'abord, entre modérés et progressistes ensuite, etc., ne représentent que la lutte entre des fractions réduites des mêmes classes dominantes. L'émergence d'une bourgeoisie moderne se fait difficilement et de façon inégale (par exemple en Catalogne), et elle ne parvient pas à se donner une capacité d'intervention politique en rapport avec le rôle historique qui aurait dû être le sien. Le système politique dans son entier se trouve systématiquement déséquilibré, traversé par d'autres crises (l'intégrisme carliste, les guerres coloniales, la naissance et le développement du mouvement ouvrier...) qui rendent l'ensemble très fragile.

C'est dans ce cadre qu'il convient de situer l'évolution de l'armée. Elle constitue la seule institution capable, puisqu'elle bénéficie du monopole de la violence légale, d'intervenir dans un sens ou dans un autre. Mais c'est une armée dont l'unité est précaire, car elle est issue de la guerre de *Independencia*, qui fut une guerre nationale, de libération, mais aussi *une guerre civile*, comme furent également des guerres civiles les guerres contre les Carlistes (trois, tout au long du XIX^e siècle). Et c'est une armée qui n'a pas d'engagements extérieurs, mis à part les expéditions coloniales au Maroc, à Cuba et aux Philippines. C'est en raison de tout cela que, très souvent, les luttes politiques se sont exprimées à travers divers groupes au sein de l'armée. Cela a produit un effet contradictoire : d'une part il y avait au sein de l'armée des officiers très libéraux, d'autres qui étaient conservateurs, voire absolutistes. D'autre part, malgré tous les *pronunciamentos* l'armée n'a jamais pris le pouvoir pour elle-même (jusqu'en 1923 avec le coup d'Etat de Primo de Rivera) mais pour le remettre à l'un ou l'autre des groupes politiques civils en présence. Ainsi y a-t-il eu, durant la période la plus intense d'intervention, une sorte d'absence de militarisme à l'état pur.

C'est justement avec la stabilité politique (toujours relative, mais

incomparablement plus grande que précédemment) de la *Restauración* (1875-1923) que l'armée devient une institution, un appareil d'Etat, cohérent, fort, qui laisse de côté le *pronunciamento* mais glisse vers des positions ouvertement conservatrices. Le système politique n'a plus besoin de l'armée, Cánovas et Sagasta (1) ayant organisé avec une certaine efficacité un semblant d'alternance dans laquelle se sentaient bien représentés les différents groupes de ce que l'on peut appeler le bloc dominant. Le pouvoir abandonne à l'armée le soin de régler les conflits coloniaux et les problèmes d'ordre public. Car la *Restauración* n'a pas résolu un problème fondamental : elle n'a intégré ni le mouvement ouvrier (qui en cette fin du XIX^e siècle et début du XX^e est remarquablement fort), ni les nationalismes, ni le courant républicain. Armée coloniale, armée contre « l'ennemi intérieur », l'armée espagnole entame le XX^e siècle sur des positions autoritaires et conservatrices, et sur l'acceptation d'un système politique impopulaire et de plus en plus corrompu, dans un pays où les tensions politiques et sociales s'aggravent de jour en jour.

L'armée et le franquisme

La guerre civile n'est que la culmination de tout ce processus. L'armée est divisée par la guerre : à peu près un tiers des officiers participe activement à la conspiration, un nombre égal ou légèrement inférieur se déclare ouvertement républicain, et le reste rejoint plus ou moins passivement l'un ou l'autre côté, celui où il se trouve le 18 juillet (2).

L'armée de Franco joue, dès le début de la guerre, un rôle fondamental, en marge, déjà, de ce qui se passe sur le champ de bataille. Ce que l'on appelait le *bando nacional* était un ensemble de tous les courants de l'Espagne conservatrice : monarchistes, catholiques, carlistes, fascistes (Phalange, JONS (3)...) et tous ceux qui étaient contre le *Frente Popular*. Autant de tendances, autant de partis, ou presque. Franco, sur le fondement du pouvoir militaire, a décrété l'*unification* (1937) de tous les courants dans un soi-disant *parti unique* (*Falange Española y de las JONS*), dont le rôle n'a été qu'idéologique, et encore seulement pendant les premières années du régime. L'armée a donc été l'outil de domination sur lequel le franquisme a édifié le nouveau système politique et social. Elle a rempli la fonction

(1) Dirigeants des courants conservateur et libéral qui alternèrent au pouvoir dans le dernier quart du XIX^e siècle. (N.d.l.R.)

(2) 18 juillet 1936, date du soulèvement de l'armée contre la II^e République, qui marque le début de la guerre civile. (N.d.l.R.)

(3) Juntas offensives nationales-sindicalistes. (N.d.l.R.)

du parti unique : le vrai. L'armée donc (au moins en ce qui concerne les officiers supérieurs) s'est toujours sentie étroitement liée au régime franquiste.

La crise du franquisme et la transition

Le premier chapitre de la transition concerne, surtout, les dernières années du régime franquiste, les années de la crise. Au cours des années soixante, déjà, le régime avait dû affronter de sérieux problèmes : le réveil du mouvement ouvrier organisé, des nationalismes basque et catalan, du mouvement étudiant, d'une opposition démocratique de type libéral. Mais le reflet de ces crises, perceptible dans une grande partie de l'Etat, semblait ne pas atteindre l'armée. Son rôle dans la vie politique était mal défini, puisque le régime n'avait pas de constitution mais seulement un certain nombre de « lois fondamentales » comportant une ou deux références très vagues et très idéologiques aux forces armées. En tout cas assumaient-elles très spécifiquement un rôle de répression, puisque jusqu'en 1963 tous les délits politiques ont été jugés par l'armée et que, depuis 1963, elle continue de juger les cas les « plus graves ». De ce fait, l'affaire Grimau, le procès de Burgos, celui de Puig Antich ou des cinq fusillés antifranquistes de septembre 1975, bref les procès les plus impopulaires du régime, ont tous touché l'armée de près, et ceci semble avoir eu un effet de catalyseur en son sein, de larges groupes d'officiers ayant discuté et pris des positions très différentes sur l'évolution du régime.

L'armée a également été atteinte par la crise. Dès le début de 1975 apparaissait l'UMD (*Unión Militar Democrática*), formée par un groupe important d'officiers — quelque 1 500 d'après les observateurs les mieux informés — qui misaient sur la démocratisation du pays et des institutions. Déjà en 1970 un clivage était apparu entre deux courants clairement divisés : les ultras, c'est-à-dire les franquistes militaristes, et les « professionnalistes », dont le cerveau visible était le général Díez-Alegría. Ceux-ci optaient pour la nécessité d'adapter l'armée aux temps actuels, en la modernisant (ils se basaient sur un certain nombre d'arguments d'ordre « technique »), mais le fond de leur pensée, exposée par Díez-Alegría dans un livre très populaire parmi les jeunes officiers (4), était que le franquisme n'était pas éternel, et que l'armée ne devait pas être fidèle à une *personne* ou à un *régime*, mais à un *système* capable, disaient-ils, d'assurer sa propre légitimité, et capable de donner à l'armée les

(4) *Ejército y sociedad*, Madrid, Ed. Alianza, 1972. (N.d.l.R.)

moyens d'une politique de défense efficace. Ils misaient, en gros, sur le système politique de l'Europe occidentale.

La mort de Carrero Blanco (le rôle de Díez-Alegría pour faire avorter des tentatives putschistes a été ce jour-là décisif), la révolution portugaise, et la crise du Sahara (la façon dont le dernier gouvernement de Franco a littéralement vendu le Sahara au Maroc, alors qu'il s'était engagé sur l'autodétermination, a provoqué de profonds remous au sein de l'armée) sont trois facteurs déterminants pour comprendre l'évolution de l'armée.

Depuis la disparition de Franco, l'armée était — et, comme le démontre le « coup de main d'opérette » du 17 novembre 1978, demeure — le seul moyen d'un retour en arrière pour les nostalgiques du franquisme. Les éléments qui, jusqu'à ce jour, ont neutralisé ce projet peuvent se résumer ainsi :

- le rôle du roi : l'immense majorité des officiers, en effet, est, pour le moment, dévouée à la monarchie, parce qu'elle représente pour eux une légalité « continue » (qui a évité des « ruptures » dans la transition du franquisme à la démocratie), un barrage contre le danger républicain, un facteur d'intégration nationale, et une garantie de ce que l'évolution se fait sur des positions modérées ;
- le large consensus des grands partis parlementaires sur un certain nombre de questions décisives : la Constitution, la monarchie, le drapeau (cela avait, pour les militaires, valeur de test), le terrorisme, etc. ;
- une politique de mutation des cadres dans toute la structure militaire, afin de déplacer et d'isoler les intransigeants, dirigée par Gutiérrez Mellado en tant que ministre de la Défense, une réforme des règlements militaires (qui dataient de Charles III) (5), une plus grande professionnalisation, une campagne d'explication sur la Constitution, etc.

Ceci dit, il y a eu des problèmes, dont la plupart sont difficiles à analyser à fond et dont on ne connaît que la partie visible. Par exemple la démission du ministre de la Marine (l'amiral Pita de Veiga), au moment de la légalisation du PC, ou celle du général Santiago y Diaz de Mendivil, au moment de la légalisation des syndicats ; ou encore le problème du terrorisme qui frappe chaque fois qu'un pas est franchi en direction de l'approbation de la Constitution. On peut craindre que les attentats contre les officiers continuent au cours des prochains mois.

(5) 1716-1788. (*N.d.l.R.*)

C'est en fonction de l'armée que l'on doit analyser et comprendre les particularités de la vie politique espagnole : le pragmatisme de la gauche, l'esprit de conciliation d'une large partie du centre et même de la droite (surtout autour du parti de Suárez), la recherche permanente du mot magique : *consensus*. Car il faut avancer dans le sens de la démocratie de façon irréversible, tout en prouvant à l'armée que c'est là l'intérêt de la grande majorité du pays, donc son propre intérêt aussi.